



Le traité entre la Bretagne et l'Angleterre (3 avril 1468) : un condensé de la politique économique ducale

Laurence Moal

DANS **ANNALES DE BRETAGNE ET DES PAYS DE L'OUEST 2023/2**
(n° 130-2), PAGES 377 À 395

ARTICLE

Aux xive et xve siècles, le fort ancrage de la Bretagne dans l'Europe atlantique, est lié à l'insertion croissante du duché dans le jeu des échanges commerciaux et maritimes et à son rôle grandissant sur l'échiquier politique international entre France, Castille et Angleterre. Les ducs de Bretagne s'attachent à conduire une politique étrangère indépendante, sans passer par l'intermédiaire du roi de France, et signent avec les principautés ou royaumes européens des accords dont la signature oscille au gré des événements et des inversions d'alliances. Les ducs de la dynastie Montfort (1364-1514) se montrent particulièrement soucieux du développement du commerce, ce qui les conduit à octroyer toute une panoplie d'autorisations, de protections, de privilèges en complément des traités diplomatiques afin d'encourager les échanges et la venue des marchands étrangers. Ces efforts vont de pair avec la centralisation administrative et une fiscalisation accrue. Le nombre des traités actuellement conservés dans les registres de chancellerie et le Trésor des chartes, conservés aux Archives départementales de Loire-Atlantique, montre le rôle important des relations diplomatiques dans la construction de l'État breton.

Les contacts sont particulièrement intenses avec l'Angleterre. En témoigne le traité conclu le 3 avril 1468 à Londres entre les émissaires de François II, duc de Bretagne (1458-1488), et le roi d'Angleterre Édouard IV (1461-1483). Selon la tradition diplomatique en usage au Moyen Âge, les traités de paix et de commerce sont rédigés en deux originaux...

RÉSUMÉ

Français Les ducs de Bretagne de la dynastie Montfort (1364-1514) se montrent soucieux de développer le commerce maritime en octroyant toute une panoplie d'autorisations, de protections, de privilèges en complément des traités diplomatiques afin d'encourager les échanges et la venue des marchands étrangers. Les contacts sont particulièrement intenses avec l'Angleterre. En témoigne le traité conclu le 3 avril 1468 à Londres entre les émissaires de François II, duc de Bretagne (1458-1488), et le roi d'Angleterre Édouard IV (1461-1483), au terme de plusieurs rencontres et de longues négociations. L'acte conservé sous la cote E 122 n° 10 des Archives départementales de Loire-Atlantique est une copie de la minute préparée le 3 avril. Ce document est d'un grand intérêt pour éclairer l'action diplomatique ducale. Il montre comment, au-delà des intérêts commerciaux et maritimes, s'esquisse une véritable politique économique afin de faciliter la liberté de circulation et de commerce. Mais derrière la volonté d'accorder des facilités d'accès au duché, le traité a aussi pour but de régler le problème de l'insécurité sur mer et de contrôler les gens de mer.

English THE ANGLO-BRETON TREATY (3 APRIL 1468) AS AN EPITOME OF DUCAL ECONOMIC POLICY

The Breton dukes of the Montfort dynasty (1364-1514) showed their concern to develop maritime trade by granting a range of authorisations, protections and privileges, in addition to diplomatic treaties, in order to encourage exchanges and attract foreign traders. Contacts with England were particularly intense. This is shown by the treaty concluded in London on 3 April 1468 between the envoys of François II, duke of Brittany (1458-1488) and Edward IV (1461-1483), following several meetings and protracted negotiations. An act preserved in the Archives départementales de Loire-Atlantique (E 122 n° 10) is a fair copy of the minutes prepared on that very day. The document sheds light on the duke's diplomatic actions. It shows how, beyond commercial and maritime interests, ducal economic policy, aimed at facilitating free circulation and trade, was outlined. Beyond a desire to grant easy access to the duchy, the treaty also attempted to solve the issue of insecurity at sea and to control seafarers.

PLAN

Les liens avec l'Angleterre indispensables au commerce breton

Des dispositifs pour faciliter la liberté de circulation et de commerce

Le droit international pour régler le problème de l'insécurité sur mer et contrôler les gens de mer

AUTEUR

Laurence Moal

Docteure en histoire médiévale, Chercheure associée au Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC EA 4451-Université de Bretagne occidentale)

IL VOUS RESTE À LIRE 96 % DE CET ARTICLE.

ACHETER LE NUMÉRO

7,49€

412 pages, électronique uniquement
html et pdf (par article)

 **AJOUTER AU PANIER**

ACHETER CET ARTICLE

3,00€

19 pages, format électronique
(html et pdf)

 **AJOUTER AU PANIER****AUTRE OPTION****MEMBRE D'UNE INSTITUTION ?** **AUTHENTIFIEZ-VOUS**

Mis en ligne sur Cairn.info le 25/07/2023

 **PRÉCÉDENT****SUIVANT** 

Pour citer cet article

Distribution électronique Cairn.info pour Presses universitaires de Rennes © Presses universitaires de Rennes. Tous droits réservés pour tous pays. Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent article, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Cairn.info